



La stratégie régionale de l'Iran : entre *Realpolitik* et révolution

Clément Therme

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2020/1 Printemps** , PAGES 33 À 42
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037301031

DOI 10.3917/pe.201.0033

Date de mise en ligne : 11/03/2020

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2020-1-page-33?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

La stratégie régionale de l'Iran : entre *Realpolitik* et révolution

Par **Clément Therme**

Clément Therme est chercheur post-doctorant au sein de l'équipe Savoirs nucléaires du Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po. Il est aussi membre associé du Centre d'études turques, ottomanes, balkaniques et centrasiatiques (CETOBAC) à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et enseigne à la Paris School of International Affairs (PSIA).

L'Iran est engagé dans différents conflits régionaux. L'influence de Téhéran est de plus en plus contestée par des mouvements nationalistes, comme l'illustrent les manifestations anti-iraniennes en Irak. La population irannienne est elle aussi de plus en plus critique à l'égard de la stratégie régionale de ses dirigeants. Ces derniers sont d'ailleurs divisés : le président Rohani fait figure de pragmatique, tandis que le Guide suprême cherche avant tout à préserver l'héritage de la révolution islamique.

politique étrangère

La politique régionale de la République islamique d'Iran pose la question du nationalisme iranien à l'intérieur et à l'extérieur des frontières nationales, dans des zones où Téhéran cherche à exercer une influence idéologique, sécuritaire et économique.

Si la Révolution de 1979 a bien eu pour conséquence d'encourager les élites politiques des États du Moyen-Orient à instrumentaliser les questions confessionnelles pour définir leurs identités nationales¹, force est de constater que, quatre décennies plus tard, l'influence régionale de la République islamique a désormais pour effet non désiré de provoquer une réaction nationaliste populaire notamment en Irak et en Afghanistan. Cet affaiblissement du *soft power* iranien s'explique en premier lieu par l'incapacité de l'Iran à proposer un modèle alternatif

1. Cela est plus particulièrement le cas pour l'Irak et les États arabes du Golfe. Voir T. Dodge, « Introduction: Between Wataniyya and Ta'ifia. Understanding the Relationship between State-Based Nationalism and Sectarian Identity in the Middle East », *Nations and Nationalism*, vol. 26, n° 1, janvier 2020, p. 89.

positif de développement socio-économique, et de gouvernance technocratique fondée sur la transparence².

L'influence idéologique de la République islamique s'est nourrie depuis les guerres d'Afghanistan (2001) et d'Irak (2003) de deux facteurs principaux. Tout d'abord, la montée en puissance de l'anti-américanisme, dans des pays où la présence militaire américaine contribuait à délégitimer les forces politiques alliées à Washington. Puis, en Irak, la marginalisation dans le champ politique national post-2003 du nationalisme séculier irakien, et la promotion par les partis irakiens d'identités se fondant sur l'ethno-confessionnalité³. Ces deux facteurs ont favorisé le développement de l'influence idéologique, sécuritaire et économique iranienne. Ainsi, certains Irakiens perçoivent-ils l'Iran non comme une nation voisine, ou une entité géographique distincte, mais comme une Révolution islamique traversant les frontières étatiques⁴. À compter des années 2018 et 2019, la stratégie iranienne atteint néanmoins ses limites, avec des mouvements sociaux qui dénoncent publiquement « l'ingérence iranienne » en Irak.

Sur un plan interne, on relève également un affaiblissement idéologique de la Révolution islamique, et une contestation populaire de plus en plus étendue de la politique régionale de la République islamique. Ce mécontentement d'une partie significative de l'opinion publique iranienne signe l'échec de la propagande de la République islamique, qui présente sa stratégie régionale comme part intégrante d'une stratégie militaire de défense visant à délocaliser les conflits entre l'Iran et ses rivaux vers l'extérieur du territoire iranien. Cette doctrine militaire dite de *forward defense* revêt une dimension plus offensive à l'ère de l'administration Trump. Depuis 2012, cette doctrine se construit autour de quatre axes : les *proxies* (groupes non-étatiques ou semi-étatiques soutenus par l'Iran), l'utilisation de drones ou de missiles balistiques, la guérilla navale, et l'arme des cyber-attaques⁵.

Les clientèles intérieures du régime continuent de soutenir la vision idéologique de Khomeiny, reprise par Khamenei, qui présente la politique régionale comme un impératif politico-religieux. Mais les classes supérieures et moyennes, rejointes par les classes populaires depuis 2017, se

2. La République islamique d'Iran est 138^e sur 180 pays, en 2018, dans le classement publié par Transparency International, disponible sur : <www.transparency.org>.

3. T. Dodge, « Beyond Structure and Agency: Rethinking Political Identities in Iraq after 2003 », *Nations and Nationalism*, vol. 26, n° 1, janvier 2020, p. 119.

4. S. Peterson, « As Iran and Iraq Simmer, Giants of Shiite World Vie for Influence », *The Christian Science Monitor*, 17 janvier 2020, disponible sur : <www.csmonitor.com>.

5. A. Yossef, « Upgrading Iran's Military Doctrine: An Offensive "Forward Defense" », *The Middle East Institute*, 10 décembre 2019, disponible sur : <www.mei.edu>.

montrent de plus en plus critiques quant à la participation de l'Iran aux différentes guerres de la région (Irak, Yémen et Syrie notamment).

Le soutien à la lutte contre le terrorisme de Daech reste néanmoins majoritaire au sein de la société iranienne⁶. C'est d'ailleurs cette partie de l'action militaire du général Soleimani qui a été saluée dans les rues du pays par les soutiens du régime lors des cérémonies funéraires qui ont suivi son élimination par un drone des forces armées américaines en janvier 2020. Avec l'affaiblissement de Daech, il est pourtant désormais plus difficile aux autorités de justifier l'interventionnisme de la République islamique dans la région par les impératifs de la lutte contre le terrorisme.

La dissidence est visible dans l'espace public, et de manière quasi-permanente depuis plusieurs années. Au printemps 2018, on a pu observer près de 17 manifestations ou mouvements de grèves en moyenne par jour sur l'ensemble du territoire iranien⁷. Les manifestations de novembre 2019 ont également fait apparaître la colère populaire contre la mauvaise gestion économique, et les slogans ont dénoncé de manière récurrente, lors de ces manifestations populaires et spontanées, l'investissement financier de la République islamique dans le soutien à des *proxies* afin de constituer un réseau d'influence sécuritaire, idéologique et économique du Levant à la zone afghano-pakistanaise. Selon les autorités américaines, la République islamique aurait dépensé depuis 2013 16 milliards de dollars en Irak, au Liban et au Yémen, et 10 milliards en Syrie. À ces dépenses doivent s'ajouter les 700 millions de dollars que coûterait par an le Hezbollah à Téhéran⁸. De surcroît, la Syrie a une dette de 20 milliards de dollars vis-à-vis de la République islamique. Damas constitue donc un gouffre financier pour Téhéran⁹.

Une dissidence visible dans l'espace public

Ces dépenses de l'Iran sont supportables dans un contexte de prix élevé du pétrole et de croissance économique ; mais elles sont plus compliquées à justifier en interne dans des périodes de crise économique. Or la récession annoncée pour 2019 avoisine les 9,5 %. Dans ce nouveau contexte, l'Iran utilise des réseaux d'influence pour contourner les sanctions américaines,

6. «Iranian Attitudes in Advance of Parliamentary Election: Economics, Politics and Foreign Affairs», Center for International and Security Studies for Maryland, 3 février 2016, disponible sur : <<https://cissm.umd.edu>>.

7. «Rouzi hivdah ehteraz dar iran az rouz-e karegar ta rouz-e karegar», BBC Persian, 1^{er} mai 2018, disponible : <www.bbc.com>.

8. F. Kempe, «Iran Faces its Most Critical Moment since the 1979 Revolution», CNBC, 23 novembre 2019, disponible sur : <www.cnbc.com>.

9. L. Blin et F. Khosrokhavar, «Recompositions et rivalités d'empires dans le Golfe», *Les carnets du CAPS*, n° 27, été-automne 2019, p. 145.

en particulier à travers ses relations économiques informelles en Irak (importation de produits américains, revente de pétrole iranien par des intermédiaires irakiens, etc.).

Enfin, l'erreur qui a conduit au tir d'un missile sol-air par les Gardiens de la révolution contre un avion d'Ukrainian Airlines a pu être considérée par certains comme le «moment Tchernobyl» de la République islamique¹⁰. En effet, après avoir contesté pendant trois jours la cause du crash aérien, les autorités de la République islamique ont fini par reconnaître leur responsabilité, admettant une «erreur humaine». Des manifestations spontanées ont eu lieu dans le pays pour dénoncer le «mensonge» du régime, et pour demander la démission du Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, désormais considéré comme le principal responsable de la crise politique, économique, écologique et sociale que traverse le pays¹¹. Celui-ci a répondu, lors de la prière du vendredi 17 janvier 2020, en instrumentalisant l'idée de nation iranienne, réduite à la seule République islamique fondée sur l'héritage idéologique de l'ayatollah Khomeyni. Dans le contexte de la confrontation avec les États-Unis, le Guide annexe ainsi tout le discours sur la nation iranienne en le réduisant au seul khomeynisme. Il refuse que les manifestants qui se revendiquent d'une autre forme de patriotisme soient considérés comme partie intégrante de la communauté nationale¹².

Les ambitions stratégiques de l'Iran : le rôle de l'idéologie et des institutions

«L'Iran est-il une cause révolutionnaire ou un État-nation ?¹³» Cette célèbre interrogation d'Henry Kissinger résume l'essence du débat interne iranien sur la nature du comportement régional et international de la République islamique. En fait, depuis la Révolution islamique de 1978-1979, l'Iran est à la fois un État-nation et une cause révolutionnaire. Ainsi la politique extérieure de Téhéran se tient-elle en équilibre entre ses ambitions révolutionnaires¹⁴ fondées sur l'identité idéologique khomeyniste, et l'impératif de la survie de l'État (*state survival*). En conséquence, deux grilles de lecture

10. A. Azizi, «Iran's Saturday of Rage: Online Anger Pours into the Streets», *The Daily Beast*, 12 janvier 2020, disponible sur : <www.thedailybeast.com>. Pour une opinion contraire voir B. Ghosh, «Iran Isn't Facing a Chernobyl Moment», *Bloomberg*, 13 janvier 2020, disponible sur : <www.bloomberg.com>.

11. Voir le message d'une manifestante : «Votre erreur était involontaire mais votre mensonge était intentionnel», à Téhéran, le 11 janvier 2020. C. Boltanski, «Iran : l'empire chiite vacille», *L'Express*, 15 janvier 2020, disponible sur : <www.lexpress.fr>.

12. Voir le texte du discours de Khamenei à la prière du vendredi sur le site officiel du Guide suprême, disponible sur : <<http://farsi.khamenei.ir>>.

13. D. McManus, «Column: Iran's Dilemma: A Country or a Cause», *Los Angeles Times*, 24 janvier 2016, disponible sur : <www.latimes.com>.

14. F. Halliday, *Revolution and World Politics: The Rise and Fall of the Sixth Great Power*, Londres, Palgrave, 1999.

contradictoires peuvent s'appliquer à l'analyse de la politique régionale iranienne : celle d'une puissance en position défensive utilisant son réseau d'influence régionale comme une force de dissuasion face à une possible escalade militaire américaine, ou celle d'un État aux ambitions « hégémoniques » sur la scène régionale.

Sur le plan institutionnel, ces deux objectifs parfois contradictoires que sont l'exportation de la Révolution islamique et la survie de l'État se traduisent aujourd'hui par un partage des rôles entre, d'une part, le président Rohani qui assure la survie de l'État et, d'autre part, le Guide et les Gardiens de la révolution, qui s'attachent à la diffusion des valeurs de la Révolution islamique. Du côté des institutions gouvernementales et du Parlement (avant les élections législatives de février 2020), on insiste sur le pragmatisme économique avec notamment la nécessité pour l'Iran d'adopter les législations nécessaires pour sortir de la liste noire du Groupe d'action financière (GAFI)¹⁵. Il s'agit aussi selon cette perspective de construire des relations gagnant-gagnant avec les voisins, en donnant la priorité au régionalisme dans la politique extérieure du pays, en se focalisant sur les intérêts économiques communs. En revanche, du côté du Guide et des Pasdaran, on estime que la priorité de la République islamique doit être d'exporter la Révolution islamique : dans cette perspective le réseau d'influence de Téhéran n'est pas une monnaie d'échange dans les négociations internationales, mais il constitue une fin en soi¹⁶.

Le renforcement du rôle des Pasdaran

Cette dualité institutionnelle est une source d'inquiétude pour les voisins de l'Iran. Avec quel Iran doivent-ils négocier ? L'Iran du président Rohani, qui recherche des relations gagnant-gagnant basées sur des synergies économiques ? Ou l'État profond idéologico-sécuritaire ayant des liens avec des groupes non étatiques ou semi-étatiques dans le grand Moyen-Orient ? Cette préoccupation est encore plus grande dans les pays où vivent d'importantes communautés chiïtes, comme l'Afghanistan, le Pakistan, l'Irak, le Royaume du Bahreïn ou l'Arabie Saoudite. Cette contradiction présente au cœur même de la politique régionale iranienne est un aspect déterminant des relations entre l'Iran et l'Arabie Saoudite.

La dualité institutionnelle résulte donc d'opinions contradictoires quant à la définition de la notion de sécurité nationale de l'Iran au sein du système politique (*nezam*). La compétition interne pour définir ce

15. Voir la déclaration du GAFI sur l'Iran d'octobre 2019, disponible sur : <www.fatf-gafi.org>.

16. C. Therme, « États-Unis/Iran : du conflit économique à l'affrontement militaire ? », *The Conversation*, 5 janvier 2020, disponible sur : <<https://theconversation.com>>.

qui constitue la sécurité nationale s'ordonne autour de rivalités à la fois factionnelles et institutionnelles dans le *nezam*¹⁷. Ces débats internes sur le rôle que doit jouer la République islamique dans la région sont également motivés par des facteurs externes, en particulier l'évolution de la politique des États-Unis à l'égard de Téhéran. La politique régionale iranienne revêt à cet égard une dimension encore plus déstabilisante sous l'administration Trump que durant la période Obama, où les négociations bilatérales avaient permis de définir des intérêts communs, en particulier en Irak.

Depuis le soulèvement populaire qui a suivi l'élection présidentielle de 2009 (baptisé «Mouvement vert»), l'ayatollah Khamenei a décidé de renforcer le pouvoir des services de renseignement de l'armée des Gardiens de la révolution islamique. Ce nouveau rôle des services de renseignement des Pasdaran dans l'élaboration des choix politiques, en interne mais aussi pour la définition des politiques régionales, infirme les propos de l'ayatollah Khomeiny sur la non-ingérence des institutions militaires dans la vie politique du pays¹⁸. De fait, les Pasdaran sont devenus un acteur politique clé dans les processus de décision en République islamique. Dans le débat public en Iran, il est devenu très difficile de critiquer les choix opérés en matière de politique régionale. Au sein de l'*establishment* politique, et en dépit des désaccords tactiques sur la finalité de la politique régionale, existe un consensus *a minima* sur les questions de sécurité nationale. Les guerres conduites à l'étranger par *proxies* interposés sont vues comme un moyen de préserver la survie du régime théocratique en externalisant les crises générées par l'opposition structurelle avec les États-Unis.

Après 2013, la montée en puissance des forces paramilitaires militaires en Syrie et en Irak montre qu'au-delà de l'utilisation de l'idéologie khomeyniste à des fins de recrutement, le facteur ethno-nationaliste reste un obstacle pour Téhéran dans sa tentative d'exporter la révolution islamique. On doit en effet souligner que les relations entre les communautés iranienne, pakistanaise, afghane et arabe, sont toujours déterminées par la résilience des identités nationales, au-delà de croyances religieuses et/ou idéologiques partagées. Les expériences personnelles en

17. E. Sadeghi-Boroujerdi, «Strategic Depth, Counterinsurgency & the Logic of Sectarianization: Perspectives on the Islamic Republic of Iran's Security Doctrine and Its Regional Implications», in N. Hashemi et D. Postel (dir.), *Sectarianization: Mapping the New Politics of the Middle East*, Londres et New York, Hurst/Oxford University Press, 2016.

18. H. Ansari, «Framin va vassaya ye saereeh Imam be niroohay ye mossallah» («Instructions et testament de l'imam à destination des forces armées»), 26 novembre 2007, in F. Wehrey, J. D. Green *et al.*, *The Rise of the Pasdaran. Assessing the Domestic Roles of Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps*, Rand Corporation, p. 78.

Iran d'anciens étudiants non iraniens, ou de combattants chiites étrangers, restent souvent marquées par le souvenir de la discrimination sociale et ethnique. Ceci est particulièrement manifeste pour les Hazaras vivant en Iran comme réfugiés, alors même qu'ils appartiennent à la même communauté religieuse.

L'organisation d'un réseau de milices vise à compenser la faiblesse des capacités militaires classiques de la République islamique. Elle permet également à l'Iran de limiter le coût humain de sa participation aux guerres régionales, puisque ce sont surtout des non-Iraniens qui combattent, sur le front syrien par exemple. Ces milices étrangères sont connues comme les légions *Fatemiyoun* (composées majoritairement d'Afghans), *Zeinabiyoun* (de Pakistanais), *Nabaviyoun* (de Baloutches), et *Heydariyoun* (d'Irakiens).

L'Iran et les conflits régionaux

Le budget iranien consacré à la Défense est près de 7 fois inférieur à celui de l'Arabie Saoudite pour la période 2013-2016. Les dépenses militaires saoudiennes totalisent 300 milliards de dollars, celles de l'Iran 45 milliards¹⁹. En 2018, le budget militaire iranien aurait baissé en raison des difficultés économiques du pays, à 13 milliards de dollars²⁰.

Les relations de Téhéran avec ses *proxies* reposent sur une proximité idéologique. Sur le plan organisationnel, les miliciens sont placés sous l'autorité des « institutions révolutionnaires » de la République islamique. Selon la propagande iranienne, il n'y a d'ailleurs aucune différence entre les *basiji* (mobilisés) à l'intérieur de l'Iran et les milices participant aux conflits régionaux. En Iran, toutes les voix critiquant la participation du pays aux guerres régionales ont été systématiquement accusées de travailler pour l'alliance entre « les États-Unis, l'État islamique (Daech) et l'Arabie Saoudite ». La dimension transnationale est minimisée dans le discours officiel iranien qui émane des institutions élues (présidence et Parlement), depuis les débuts de la présidence de Rohani. La lutte contre le « terrorisme » est en effet au centre du discours iranien pour justifier la participation aux guerres de Syrie et d'Irak. Cependant, la présence de combattants des milices chiites irakiennes sur le terrain syrien contredit le discours officiel iranien sur la souveraineté de l'État. L'Irak est une question de sécurité nationale – presque un problème de sécurité intérieure

19. H. Biglari, « A Reset for Iran and the United States: Why an Unpopular Approach Is Washington's Best Option », *Foreign Affairs*, 6 septembre 2017, disponible sur : <www.foreignaffairs.com>.

20. « Iran's Military Expenditure Declines in 2018 Due To Economic Problems », VOA, 30 avril 2019, disponible sur : <www.voanews.com>.

étant donné l'existence de la question kurde et la mémoire collective de la première guerre du Golfe (1980-1988) en Iran.

Le soutien iranien aux milices chiïtes en Irak a été moins controversé pendant la période de guerre contre Daech. L'organisation État islamique préoccupait à la fois Téhéran et les chancelleries occidentales. Soutenir l'État irakien était considéré, dans ce contexte, comme une nécessité. En Syrie, l'aide turque et occidentale aux rebelles syriens, et le soutien iranien au gouvernement Assad, placent la diplomatie iranienne au premier plan. Il s'agit pour Téhéran d'étendre la coopération sécuritaire bilatérale avec Moscou, et de la transposer à l'échelle régionale. Les préoccupations internationales sont donc plus importantes dans l'engagement stratégique de l'Iran en Syrie que dans son engagement en Irak.

Compte tenu de la dépendance militaire irano-russe en Syrie, il est fort peu probable que Moscou agisse pour limiter la présence iranienne dans la région. En juillet 2015, en dépit des sanctions américaines lui interdisant de voyager hors d'Iran, Qassem Soleimani s'est rendu à Moscou (apparemment sur un vol commercial), pour s'entretenir avec le ministre russe de la Défense et le président Poutine. Quelques semaines plus tard, le général iranien était de retour en Syrie pour conduire une offensive coordonnée contre les groupes rebelles et djihadistes, bénéficiant de la protection de l'aviation russe. On aurait dénombré en Syrie entre 700 et 3 000 combattants appartenant aux Pasdaran, selon les périodes, depuis 2015²¹. À l'inverse, il existe également un soutien des Pasdaran à l'aviation russe, notamment pour l'identification des cibles « terroristes » au sol. Selon Yahya Rahim Safavi, ancien chef des Pasdaran : « Le soutien aérien russe a été efficace, mais les forces au sol leur ont fourni les renseignements avec par exemple la localisation des unités terroristes sur zone²². »

En Syrie, on peut relever un rôle accru de l'armée régulière *Artesh* sous le commandement des Pasdaran. Deux phénomènes nouveaux méritent d'être ici relevés : une division en petites unités selon le modèle mosaïque des Pasdaran ; et le développement des activités économiques de l'*Artesh* en Syrie à travers la société *Karargah-e Sazandegi-ye Qa'em*. La prédominance des Gardiens de la révolution est donc toujours notable. Elle se remarque en termes de ressources, et en matière de commandement. Sur le plan économique, il existe une compétition irano-russe en Syrie, qui pourrait

21. A. Soufan, « Qassem Soleimani and Iran's Unique Regional Strategy », *CTC Sentinel*, vol. 11, n° 10, novembre 2018, disponible sur : <<https://ctc.usma.edu>>.

22. Cité par A. Toumaj, « Commander: IRGC Supplies Intelligence to Russia for Airstrikes in Syria », *Long War Journal*, 27 septembre 2016, disponible sur : <www.longwarjournal.org>.

fragiliser l'entente militaire entre les Pasdaran et la Russie. Les responsables du gouvernement iranien sont quelque peu déçus par le manque de contrats de reconstruction attribués à des entreprises iraniennes, au regard de ceux attribués à des entités russes. Les Iraniens affirment que la Syrie a marginalisé les sociétés et produits iraniens²³, en dépit de l'immense soutien offert à la Syrie par le gouvernement iranien et des acteurs non étatiques iraniens depuis 2014.

Téhéran a notamment abondé deux lignes de crédit de 2 milliards de dollars²⁴. L'Iran a également transféré en moyenne 60 000 barils de pétrole par jour, pour un montant total de 6 milliards de dollars²⁵. En retour, Téhéran espérait devenir un partenaire économique majeur de Damas dans la perspective de la reconstruction de la Syrie. Enfin, selon l'OFAC, l'Iran et la Russie seraient au cœur d'un réseau international de contrebande pour fournir du pétrole à la Syrie. En échange, les Gardiens de la révolution utiliseraient la Syrie comme un centre financier pour le transfert de plusieurs centaines de millions de dollars²⁶. Coexistent donc des récits totalement opposés quant au poids économique de l'Iran et de la Russie en Syrie : d'une compétition irano-russe tournant au détriment de Téhéran selon la presse iranienne, à un axe irano-russe finançant les activités « néfastes » de l'Iran, comme un soutien au « terrorisme » – à en croire l'administration Trump.

Les relations irano-russes en Syrie

Par ailleurs, la République islamique utilise la guerre au Yémen pour projeter son *soft power* dans le monde arabe. Le Guide Ali Khamenei a pu comparer l'intervention militaire saoudienne à « l'occupation israélienne de la Palestine »²⁷. Depuis le début de la crise, l'Iran a joué un rôle idéologique dans la guerre civile yéménite. Le Yémen ne constitue pas une priorité iranienne, contrairement à l'Irak et à la Syrie, où l'Iran vise à développer un couloir stratégique jusqu'à la frontière israélienne. En revanche, pour Riyad, le Yémen est une véritable priorité stratégique. On peut donc constater une accentuation du rôle militaire de l'Iran dans ce

23. « Be hâshie rân-deh shodan-e Irân dar bâzsâzi-ye Sourieh », *Deutsche Welle*, janvier 2018, disponible sur : <www.dw.com>.

24. S. Westall et S. Al-Khalidi, « Syria Ratifies Fresh \$1 Billion Credit Line from Iran », Reuters, 8 juillet 2015, disponible sur : <www.reuters.com>.

25. M. Philips et J. Lee, « How Iranian Tankers Keep Syria's War Machine Alive », Bloomberg, 24 juin 2015, disponible sur : <www.bloomberg.com>.

26. Pour les détails voir « Treasury Designates Illicit Russia-Iran Oil Network Supporting the Assad Regime, Hizballah, and HAMAS », US Embassy in Russia, 20 novembre 2018, disponible sur : <<https://ru.usembassy.gov>>.

27. Voir Ayatollah Ali Khamenei, « Iran's Influence in Yemen Is God-Given », *Khamenei.ir*, 31 octobre 2016, disponible sur : <<http://english.khamenei.ir>>.

conflit, instrumentalisé à des fins diplomatiques par Riyad pour obtenir le soutien de l'Occident dans sa lutte contre les objectifs perçus comme hégémoniques de la République islamique dans la région. Enfin, nombre d'activités culturelles, intellectuelles et éducatives, visent à étendre l'influence de Téhéran dans les mondes musulmans. Il s'agit bien, par ces vecteurs, de diffuser les valeurs idéologiques de la Révolution islamique.

La stratégie régionale de l'Iran est désormais un enjeu de politique intérieure. Le renforcement des sanctions économiques des États-Unis, suite au retrait américain de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien (*Joint Comprehensive Plan of Action – JCPOA*) en 2018, a conduit la République islamique à reconsidérer les fonctions de son réseau d'influence idéologique, sécuritaire et économique, en insistant sur la priorité donnée au contournement des sanctions imposées par l'administration Trump.

Il s'agit désormais pour l'Iran de trouver un équilibre entre ses relations avec des groupes non-étatiques ou semi-étatiques et la préservation de relations de bon voisinage avec des États comme l'Irak, l'Afghanistan ou la Syrie. En effet, dans une perspective de sortie de conflit, cette influence iranienne, en partie fondée sur des liens informels, pourrait compliquer la reconstruction de ces pays. Il reste donc à déterminer si les autorités de Téhéran ont intérêt à la réussite de la reconstruction de ces États (*state building*), en particulier en Afghanistan ou en Irak. La pérennité d'une situation conflictuelle mais sans guerre ouverte pourrait constituer un atout dans une période de tensions accrues avec Washington, alors que la République islamique n'est pas en mesure de s'imposer dans une confrontation militaire directe avec les forces armées américaines.



Mots clés

Iran
Politique étrangère iranienne
Chiisme
Guerre en Syrie